

## RD Congo : le cri d'alerte d'International Crisis Group

Arrib News, 09/12/2011 – Source Reuters Alors que l'annonce du résultat de la présidentielle du 28 novembre au Congo - initialement prévue mardi et reportée à jeudi - a une nouvelle fois été repoussée à vendredi, l'ONG International Crisis Group (ICG) tire la sonnette d'alarme. Souhaitant éviter une crise violente, elle dénonce la passivité des grandes puissances. Les résultats provisoires "risquent de déclencher des manifestations de l'opposition, qui peuvent susciter à leur tour une répression sévère des forces de sécurité congolaises et enclencher une spirale de violence".

Complaisance de la communauté internationale envers Kabila ICG dénonce le comportement de la mission de l'ONU au Congo, la Monusco, sa complaisance vis-à-vis du gouvernement et son manque de réactivité: elle lui reproche de "ne pas avoir critiqué le gouvernement malgré l'existence d'informations émanant de l'ONU sur des violations des droits de l'homme pendant la campagne électorale". Elle accuse aussi la Monusco de s'être "apparemment abstenue de proposer les bons offices prévus dans son mandat du Conseil de sécurité".

L'ONG regrette également que "les bailleurs de fonds particulièrement l'UE et le Royaume-Uni, qui ont en partie financé le scrutin, et les Etats-Unis aient largement échoué à empêcher le renforcement du pouvoir de Kabila". Une élection et un dépouillement désastreux ICG dénonce les conditions des élections du 28 novembre. "Le vote a été caractérisé par une organisation chaotique" souligne-t-elle, rapportant "des violences localisées, des bourrages d'urnes, des intimidations d'électeurs et des bulletins pré-cochés", tout particulièrement à Kinshasa, fief de l'opposition. "Le dépouillement a été aussi irrégulier que le vote et dangereusement opaque", accuse encore ICG qui s'inquiète du "refus de la commission électorale de publier les résultats par bureaux de vote, ce qui permettrait aux partis d'opposition et aux observateurs de les vérifier dans le détail."

À l'inquiétude des renforts de la garde présidentielle L'ONG précise que "les dirigeants de l'Eglise catholique au Congo qui a déployé quelque 30 000 observateurs -plus que tout autre groupe- durant le scrutin, ne publient pas leurs conclusions, craignant qu'elles n'attisent les tensions." Rappelant que la répression des forces de sécurité contre l'opposition a entraîné, selon Human Rights Watch, 18 morts et plus d'une centaine de blessés, la veille des élections, ICG craint que "l'arrivée des renforts de la garde présidentielle dans les camps militaires aux abords de la capitale et le renvoi de certains officiers n'augurent rien de bon." Afin d'éviter un scénario catastrophe, "les autorités congolaises doivent adopter des mesures urgentes pour qu'un résultat relativement représentatif émerge d'un processus électoral défectueux". Et les Nations unies, l'Union africaine et l'Union européenne doivent travailler ensemble pour proposer une médiation entre les dirigeants congolais afin de trouver une issue à la crise.